

## Réponse du Ministre de l'Education Nationale reçue par courriel le 18 mars 2014

Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu votre tribune du 10 février 2014 et vous en remercie.

J'ai eu l'occasion de m'exprimer à plusieurs reprises sur les rumeurs, alimentées par des courants extrémistes, entourant l'enseignement d'une soi-disant « théorie du genre » dans les écoles. J'ai notamment rappelé, lors de la discussion parlementaire au moment de l'adoption de la Loi de Refondation de l'école, la responsabilité qui est la nôtre d'enseigner à chacun que les différences sociales ne reposaient pas sur des différences biologiques – qu'il n'a jamais s'agit de nier. J'ai alors dit, et je l'ai redit depuis, ma détermination à faire en sorte que l'école lutte contre toutes les discriminations, pour l'égalité filles-garçons et contre l'homophobie.

Je suis convaincu qu'à travers la multiplication des rumeurs, des mensonges, des attaques, et parfois, des agressions inacceptables, c'est toute l'éducation nationale et la mobilisation du ministère et de ses personnels contre les discriminations sexistes ou liées à l'orientation sexuelle qui sont visés. L'école doit faire face à une offensive contre ses valeurs – la raison, l'égalité, la laïcité... – face à laquelle il convient d'apporter une réponse extrêmement ferme. Nous ne pouvons accepter que l'on fasse peser un soupçon injustifié sur l'école et sur les professeurs qui font leur travail avec compétence et dévouement. Nous ne pouvons pas davantage admettre que soient dictés à l'école, par des groupes de pression, les mots et les concepts qu'il serait admis d'employer.

La transmission des valeurs d'égalité et de respect entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes, est une des missions essentielles de l'école, parce que c'est une dimension fondamentale de la citoyenneté. Je sais, de ce point de vue, le chemin qu'il nous reste à parcourir. Lorsque les filles représentent à peine 10% des élèves des séries technologiques industrielles et plus de 90% des élèves de la série ST2S (sciences et technologies de la santé et du social), il est de notre devoir de travailler, bien en amont, sur les stéréotypes et les préjugés qui conduisent à cette situation : non seulement les stéréotypes des élèves, produit de celui de leur environnement, de la pression sociale et médiatique, mais aussi ceux de l'institution elle-même.

C'est la politique que nous menons depuis près de deux ans, à travers la Convention interministérielle pour l'égalité des filles et des garçons dans le système éducatif, la mise en place des ABCD de l'égalité ou les outils mis en place, notamment par l'ONISEP, pour développer la mixité des filières et des métiers.

Nous avons, à cet égard, un travail de conviction et de pédagogie à mener à l'égard de nos concitoyens et notamment des parents d'élèves, parfois instrumentalisés par des calculs politiques à courte vue. Nous devons, chercheurs, enseignants, responsables politiques, le mener collectivement, avec intelligence et sens des responsabilités, parce que c'est la société que nous construisons pour nos enfants et les missions même de l'école qui sont en jeu.

Johanna Barasz, conseillère technique en charge des questions de société dans mon cabinet, se tient à votre disposition pour poursuivre cet échange.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Vincent PEILLON